Les étudiants rennais à l'épreuve de l'occupation allemande

Rennes's students during the German occupation

Hugo Melchior

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3669>

DOI : 10.4000/abpo.3669

ISBN : 978-2-7535-6497-8

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 101-120

ISBN : 978-2-7535-6495-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Hugo Melchior, « Les étudiants rennais à l'épreuve de l'occupation allemande », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 124-2 | 2017, mis en ligne le 17 juillet 2019, consulté le 04 janvier 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3669> ; DOI : 10.4000/abpo.3669

Les étudiants rennais à l'épreuve de l'occupation allemande

Hugo MELCHIOR

Doctorant en histoire, université Rennes 2

Désignés comme des « jeunes travailleurs intellectuels¹ » par la charte de l'UNEF rédigée en 1946 lors du congrès de Grenoble, les jeunes gens composant le monde étudiant pendant les années d'occupation de la France par l'Allemagne formaient un monde distinct² au sein de la société française, principalement en raison de la faiblesse de leurs effectifs³ et de leurs caractéristiques sociologiques. L'Université française apparaissait alors comme « une pyramide sociale inversée⁴ ». En effet, malgré l'augmentation du nombre d'étudiants entre 1940 et 1945, les effectifs passant de 76 485 pour l'année 1940-1941 à 97 000 pour l'année 1944-1945⁵, cette tendance à la hausse ne fut pas synonyme de massification, et encore moins de démocratisation réelle d'un enseignement supérieur demeurant presque totalement fermé aux fils et aux filles de la classe ouvrière.

Toutefois, en dépit de leur situation radicalement différente de celle de la grande majorité des jeunes Français des années 1940, ce qui leur conférait le sentiment légitime d'occuper une place privilégiée au sein de la société, les étudiants vont être confrontés, eux aussi, à cette période d'exception politique découlant de la défaite de juin 1940. Celle-ci se caractérisa non seulement par l'occupation prolongée du territoire national par « l'ennemi héréditaire » allemand, mais aussi par la rupture avec la tradition républicaine, rupture entreprise par ceux qui aspiraient à liquider, au profit d'un ordre nouveau dans une France régénérée, le régime politique

1. FISCHER, Didier, *L'histoire des étudiants en France de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, p. 62.

2. « Le monde étudiant n'est pas une classe sociale au sens strict du terme : il est un groupe social original et autonome défini par sa fonction, par la place qu'il occupe dans la société », in GALLAND, Olivier, *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995, p. 75.

3. FISCHER, Didier, *L'histoire des étudiants en France...*, op. cit., p. 45.

4. *Ibidem*, p. 135.

5. SINGER, Claude, *L'université libérée, l'université épurée (1943-1947)*, Paris, Les Belles Lettres, p. 107.

jugé responsable de la débâcle des forces françaises. L'avènement de ce quotidien extraordinaire, perturbant autant les habitudes rassurantes que les repères individuels et collectifs, conduisit chacun à devoir « ajuster son comportement en conséquence⁶ », autrement dit à se poser, en ces temps de rupture avec la normalité quotidienne, la question lancinante des choix à faire, des attitudes à adopter, des comportements à assumer.

Ainsi, pendant les « années noires⁷ », l'Université, tant comme institution que comme lieu d'étude et de vie, ne fut ni un espace sanctuarisé où les acteurs auraient évolué en vase clos ni un îlot de tranquillité dans une France occupée militairement par une puissance étrangère victorieuse. Les étudiants subirent eux aussi le poids des contraintes allemande et vichyssoise, que ce soit à l'intérieur de l'Université ou dans l'espace public. Dès lors, il nous a semblé intéressant d'essayer de restituer la réalité de ces différentes formes de contraintes qu'ont eu à subir les étudiants dont le quotidien à l'heure allemande a été longtemps ignoré par les historiens, et cela en nous intéressant au cas particulier des étudiants rennais.

Forte de 100 000 habitants⁸ en 1940, Rennes était alors la principale ville universitaire du grand Ouest. Elle disposait d'une population étudiante évaluée à environ 3 000 pour l'année universitaire 1940-1941⁹, soit 3 % de l'ensemble de la population domiciliée à Rennes. Les quatre mondes universitaires y étaient représentés, contrairement à Nantes et à Angers : elle disposait d'une faculté de droit, d'une de sciences, d'une autre de lettres et d'une école de plein exercice de médecine et pharmacie. Aussi fut-elle considérée à cette époque comme « la capitale intellectuelle de la Bretagne¹⁰ ».

En nous intéressant au vécu des étudiants rennais sous l'Occupation, nous avons souhaité inscrire notre recherche dans une histoire de la France sous Vichy, c'est-à-dire une histoire des « années noires » par le bas et décentrée. Celle-ci a commencé à se développer en France à partir des années 1990, et l'ouvrage collectif intitulé *Les Facs sous Vichy*¹¹ peut être considéré comme la première pierre apportée à ce champ d'étude portant sur le monde universitaire à l'heure allemande.

6. BURRIN, Philippe, *La France à l'heure allemande*, Paris, Seuil, 1995, p. 7.

7. AZEMA, Jean-Pierre et BÉDARIDA, François (dir.), *La France des années noires*, Paris, Seuil, 1993.

8. BUTLER, Marie-Hélène, « La collaboration dans la préfecture régionale de Rennes », *Revue d'histoire de la Seconde guerre mondiale*, n° 117, janvier 1980, p. 3.

9. En juin 1941, les quatre facultés rennaises comptaient 2 787 étudiants inscrits. Voir Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, rapport mensuel sur l'activité de l'académie de Rennes (juin 1941).

10. LAURENT, Catherine, VEILLARD Jean-Yves, FERRIEU, Xavier, *Rennes 1940-1944 : la guerre, l'occupation, la libération*, Rennes, Ouest-France, 1994, p. 7.

11. GUESLIN, André (dir.), *Les Facs sous Vichy, Étudiants, universitaires de France pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Université de Clermont-Ferrand 2, Institut d'études du Massif central, 1994.

Pour ce faire, nous avons décidé de croiser les archives du rectorat avec les archives de la préfecture régionale de Bretagne (synthèse régionale, rapports des préfets des quatre départements, rapports journaliers, hebdomadaires des Renseignements généraux). Il est évidemment regrettable que nous n'ayons pas eu accès à d'autres sources que les documents officiels du recteur et des doyens pour tenter de reconstruire le quotidien ordinaire des étudiants rennais, le risque étant de produire un récit trop impersonnel et manquant de chair. Le recours à la mémoire d'anciens étudiants aurait constitué un apport incontestable. En effet, ces témoignages, avec les limites propres aux sources orales, nous auraient permis non seulement de confronter les souvenirs des acteurs aux discours officiels pour corroborer ou infirmer leurs dires, mais aussi d'élargir notre questionnement afin de saisir la perception subjective que les étudiants avaient de leur vie quotidienne. Ainsi, aurions-nous pu disposer d'un regard non institutionnel, celui des anonymes des facultés. Dès lors, s'il est nécessaire de ne pas prendre le contenu de ces sources officielles comme véridiques *a priori*, le chercheur est obligé de composer avec les traces du passé qui lui sont accessibles au moment où il décide d'engager ses recherches. Ainsi, si l'intérêt des sources officielles nous semble incontestable d'un point de vue historiographique, il n'en reste pas moins que notre étude aurait gagné à être entreprise une vingtaine d'années plus tôt, lorsque les témoins étaient encore, et en nombre suffisant, en mesure de rappeler leurs souvenirs et de les confier à l'historien.

Maintenir l'ordre à l'intérieur et en dehors de l'Université : une obsession permanente pour les autorités allemandes et vichysoises

L'Université française a pu continuer à fonctionner « normalement » en France de 1940 à 1944, comme le souligne Claude Singer dès le début de son ouvrage¹², rappelant que l'occupation prolongée de la France par l'armée allemande, aussi dramatique et intolérable fut-elle, n'a pas eu d'effets comparables à ce qui se produisit dans les pays de l'Est de l'Europe également soumis au joug nazi. La vie universitaire ne fut pas entravée par l'occupant allemand, ni par les autorités vichysoises qui souhaitèrent que le fonctionnement de l'Université en France s'inscrive dans la continuité de la période précédente avec laquelle, pourtant, elle appelait à rompre radicalement : « On peut même affirmer que Vichy s'est présenté au départ comme le garant des traditions universitaires, ce qui lui permettait de consolider sa propre légitimité¹³. »

Si, dans les dispositions de l'armistice, les autorités allemandes avaient consenti à ce que le bon fonctionnement des services publics, notamment celui de l'enseignement supérieur, soit garanti par l'État français, la ques-

12. *Ibidem*, p. 21.

13. *Ibid.*, p. 22.

tion du respect du nouvel ordre public en France par l'ensemble de la population, et *a fortiori* par les étudiants, fut une préoccupation constante de celles-ci, et donc des autorités vichyssoises responsables devant elles. Ainsi, par son article 10, la convention d'armistice signée à Rethondes le 22 juin 1940, destinée à conférer à la présence allemande en France une assise légale dans l'attente d'un règlement définitif de la guerre par la signature d'un traité de paix, interdit « aux ressortissants français de combattre contre l'Allemagne au service d'États avec lesquels l'Allemagne se trouve encore en guerre », au risque d'être considérés et traités en francs-tireurs. Les populations civiles se devaient d'observer une stricte neutralité extérieure en ne cherchant à contester, ni par le pouvoir des mots, ni par la force des armes, le nouvel ordre établi né de la défaite. Le gouverneur militaire pour les territoires français occupés réaffirma cette exigence dans une ordonnance datée du 4 juillet 1940, à savoir la bonne conduite et la bonne tenue de l'ensemble des Français tant que l'occupation militaire demeurerait : « J'exprime l'attente que la population aura l'intelligence et le bon sens de s'abstenir de tout acte irréfléchi, de toute initiative de sabotage, ainsi que de toute résistance passive ou voire même active contre l'armée allemande. Que chacun reste à sa place de travail et vaille à ses affaires¹⁴. » Étudiants étudiez, enseignants enseignez, travailleurs travaillez, et tout sera parfait en somme.

Dès lors, les Allemands conditionnèrent leur engagement à ne pas entraver le fonctionnement normal des facultés, perçues comme des foyers d'agitation potentiels, à l'absence de désordre en leur sein. François Rouquet souligne combien le maintien de l'ordre à l'Université constitua une exigence permanente de l'occupant : « En zone occupée, les Allemands laissèrent, comme ce fut le cas à Paris, les universités fonctionner selon leur bon vouloir, dès lors que l'ordre y prévalait¹⁵. » Le recteur de l'académie de Besançon insista d'ailleurs, dès 1940, sur l'importance de ce pacte de non-agression, autrement dit de ce donnant, donnant entre les autorités françaises et les autorités allemandes : « Les autorités d'occupation ont promis de laisser à notre enseignement supérieur une complète liberté, à la condition que nos étudiants conservent leur bonne tenue actuelle¹⁶. »

Ainsi, étant responsables de la continuité du service public offert par l'université à Rennes, les autorités administratives françaises locales, qu'elles soient rectorales ou préfectorales, durent composer avec cette injonction permanente et par là même faire leur cet impératif sécuritaire. Les étudiants se devaient de demeurer invisibles aux yeux de l'occupant en ne faisant pas parler d'eux. Pas de vagues, pas d'émotions, pas de

14. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, extrait du Journal Officiel contenant les ordonnances arrêtées par le Gouvernement militaire pour les territoires français occupés, numéro 1, Paris, 4 juillet 1940.

15. ROUQUET François, « *Mon cher collègue et ami* », *l'épuration des universitaires (1940-1953)*, Rennes, PUR, 2010, p. 28.

16. MARCO, François, « Entre les études et l'engagement : le monde universitaire bisontin sous l'Occupation », in GUESLIN, André (dir.), *Les Facs sous Vichy...*, op. cit., p. 145.

désordres. Ils devaient se contenter de se fondre, autant que faire se peut, dans le quotidien bouleversé de l'occupation.

Dès la rentrée universitaire de 1940, première rentrée s'effectuant à « l'heure allemande¹⁷ », les autorités éducatives locales firent le nécessaire pour que les règles censées codifier les rapports entre les étudiants et les forces occupantes soient connues de tous. Cela était considéré comme d'autant plus nécessaire que les contacts entre les deux groupes étaient appelés à être fréquents du fait d'une présence allemande importante à Rennes, conséquence d'une Bretagne assumant une « position géostratégique essentielle pour les Allemands¹⁸ ». Rennes devint d'ailleurs le siège d'une *Feldkomandantur*, c'est-à-dire d'un commandement militaire local, ici à l'échelle départementale, chargé de l'administration du territoire occupé.

C'est ainsi que, dans une lettre datée du 7 novembre 1940 à destination des trois doyens des facultés rennaises et des trois directeurs de médecine, le recteur de l'académie de Rennes communiqua ses instructions relatives au comportement attendu dorénavant des étudiants rennais :

« Au moment où nos établissements d'enseignement supérieur ont effectué leur rentrée, j'attire de façon pressante l'attention de MM. les doyens et directeurs sur la nécessité de veiller plus que jamais à la tenue des étudiants. Afin d'éviter les incidents qui ne manqueraient pas de se produire, vous voudrez bien rappeler à ces jeunes gens que le sentiment national n'a pas à se manifester dans des inscriptions, des cris, des insignes multiples et voyants, qu'il s'accommode beaucoup de la réserve, du silence et de la dignité. À l'égard des soldats et des officiers de l'armée d'occupation, la jeunesse étudiante doit conserver une correction absolue, si elle comprend bien ses intérêts et si elle veut pouvoir poursuivre ses études. Il importe au plus haut point que les étudiants passent inaperçus, évitent les rassemblements désœuvrés, s'abstiennent de ces chants et de ces manifestations qui ne sont plus de mise en aucune façon¹⁹. »

Cette lettre du recteur illustre parfaitement la manière dont les autorités éducatives essayèrent de légitimer le recours à ces prescriptions liberticides. Les autorités les présentèrent comme la seule façon de prévenir une possible fermeture des facultés par l'occupant, qui n'hésiterait pas à réprimer une institution universitaire dès lors qu'elle aurait été perçue comme un lieu de subversion. De plus, pour les autorités éducatives, il devait exister une permanence du statut de l'étudiant par-delà l'enceinte des établissements universitaires. Autrement dit, la portée des consignes énoncées par le recteur, visant à réglementer, normaliser, ordonner le comportement des étudiants, ne se bornait pas à la seule enceinte universitaire. Elles étaient censées être respectées de la même façon dans tout l'espace public, à tout moment. Ainsi,

17. BURRIN, Philippe, *La France à l'heure allemande...*, op. cit.

18. SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Bretagne dans la guerre 1939-1945*, Rennes, Ouest-France, 1994, p. 37. Voir également l'ouvrage de synthèse de BOUGEARD, Christian, *La Bretagne de l'Occupation à la Libération*, Rennes, PUR, 2014.

19. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, lettre du recteur aux doyens et aux directeurs des facultés (7 novembre 1940).

dans une circulaire datée du 18 mars 1942, le recteur souligna la nécessité pour les étudiants de faire preuve de la même exemplarité dans leur comportement individuel en dehors de leurs lieux d'études : « À l'extérieur des établissements, nos élèves ont encore les mêmes obligations de bonne tenue et de dignité²⁰ », puis un peu plus loin dans la même circulaire : « Vous voudrez bien leur rappeler qu'ils ont envers nous des obligations impérieuses, qu'ils demeurent partout solidaires du groupe auxquels ils appartiennent²¹. » Ainsi, les jeunes gens inscrits à l'Université furent en permanence renvoyés à leur condition d'étudiants. En effet, où qu'ils évoluent, intra-muros ou extra-muros, ils étaient d'abord considérés par les autorités allemandes comme des représentants de l'institution universitaire. Ainsi, leurs actes individuels les engageaient non seulement en tant qu'individus, mais ils engageaient de la même façon l'institution à laquelle ils étaient rattachés. Les effets d'un acte délictueux isolé risquaient par voie de conséquence de rejaillir sur l'ensemble du groupe. Dès lors, les choix et les actes des étudiants se devaient d'être subordonnés en permanence à la sauvegarde des intérêts supérieurs de l'institution universitaire, afin que celle-ci puisse continuer à fonctionner normalement sans avoir à subir de fermeture administrative prématurée. Cela demeura la principale crainte des autorités. Ces injonctions de l'administration vis-à-vis du groupe des étudiants furent présentées comme tombant sous le sens, résultant d'une analyse concrète de la situation exceptionnelle à laquelle se trouvait confrontée la France. L'Allemagne, puissance victorieuse, ayant décidé de conditionner la continuité du service public universitaire à l'absence de troubles engendrés par les étudiants à l'Université comme dans l'espace public, les autorités françaises considérèrent qu'elles n'avaient pas d'autre choix que d'imposer un certain nombre de règles coercitives aux principaux intéressés, et cela dans l'intérêt supérieur de la communauté universitaire.

Ainsi, pendant les années d'Occupation, le spectre d'une suspension des cours imposée par les Allemands fut agité à chaque fois que des incidents susceptibles de troubler l'ordre public impliquaient des étudiants. Ce fut le cas lors de la manifestation prévue le 17 juin 1941, date anniversaire du bombardement de Rennes²² et de l'entrée des troupes allemandes dans la capitale bretonne. Organisée en mémoire des nombreuses personnes victimes des bombardements allemands, celle-ci rassembla finalement entre 300 et 400 personnes. Désireux de bien maîtriser cette journée jugée à haut

20. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, circulaire du recteur de l'académie de Rennes aux chefs d'établissements du primaire, secondaire et supérieur (18 mars 1941).

21. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, *Idem*.

22. « Le 17 juin 1940 vers 10 heures, trois ou quatre bombardiers allemands envoyés en éclaireurs prennent pour cible la gare de triage de la plaine de Baud. Le résultat est épouvantable : là où se trouvent en attente côte à côte un train plein de munitions, un train de réfugiés, un autre rapatriant des soldats qui arrivaient *via* l'Angleterre et un quatrième rempli de soldats britanniques, l'explosion ou plutôt les explosions, qui durèrent près de 24 heures, font près de 2000 morts et de nombreux blessés », dans LAURENT, Catherine, VEILLARD, Jean-Yves, FERRIEU, Xavier, *Rennes 1940-1944...*, *op. cit.*, p. 9.

risque, le recteur rédigea, dès le 8 juin 1941, une circulaire dans laquelle « chacun fut invité à contribuer au maintien du calme le plus absolu²³ ». Il multiplia par écrit et par contacts directs les mises en garde et les appels au calme, craignant que des mesures de rétorsion soient prises par les autorités allemandes contre les facultés au cas où de nombreux étudiants en viendraient à participer à cette manifestation de rue. Finalement, le recteur se félicita que dans leur quasi-totalité les étudiants se soient bien gardés de participer à cette journée de commémoration qui, sous couvert d'hommage à des victimes civiles, offrait la possibilité aux Français d'exprimer publiquement leur hostilité envers les forces d'occupation :

« On pouvait craindre que les 15 et 17 juin, dates d'anniversaires du bombardement de Rennes et de l'entrée des troupes allemandes, des manifestations aient lieu et que, par contrecoup, si les écoles s'y trouvaient mêlées, des mesures de rigueur soient prises contre elles. L'effort accompli par vous et en accord avec vous pour tenir l'université en dehors de cette agitation a porté ses fruits. Ni l'université, ni les établissements du second degré n'ont été fermés, comme on l'avait craint²⁴. »

Les autorités universitaires se montrèrent intransigeantes avec celles et ceux parmi les étudiants qui eurent l'audace, malgré l'interdiction formelle, de se rendre à cette manifestation. Ainsi, deux étudiants reconnus coupables furent exclus de toutes les facultés et écoles de l'université de Rennes pour une période d'un mois à titre d'avertissement²⁵.

Les autorités françaises pouvaient d'autant plus se réjouir qu'un mois auparavant, elles avaient été confrontées à un problème similaire. En effet, le dimanche 11 mai 1941, entre 15 et 16 heures, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, des milliers de Rennais s'étaient rassemblés à l'appel du général de Gaulle ; parmi eux, de nombreux étudiants et lycéens. Les autorités allemandes, qui ne manquèrent pas de remarquer la présence de ces jeunes gens scolarisés, décidèrent de prendre des sanctions visant l'ensemble des lycéens et des étudiants au nom du principe de la responsabilité collective. Ainsi, le début du couvre-feu fut avancé de trois heures exclusivement pour les étudiants et les lycéens pour une période de deux semaines : « Du 15 mai au mercredi 28 mai inclus, l'interdiction de circuler dans la ville de Rennes est avancée à 20 heures pour les étudiants et élèves des deux sexes âgés de 15 à 24 ans inclus²⁶. » Dès le 13 mai, le préfet rédigea un courrier à l'adresse du recteur de l'académie de Rennes pour lui signifier que cette sanction à l'encontre des étudiants et lycéens rennais constituait l'ultime avertissement avant que des mesures mettant en péril le bon fonctionnement des établissements scolaires et universitaires ne soient décidées par les autorités allemandes :

23. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, rapport mensuel du recteur de l'académie de Rennes (16 juin 1941).

24. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, *Idem*.

25. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, *Idem*.

26. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine au recteur de l'académie de Rennes (13 mai 1941).

« Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour porter cet ordre à la connaissance des étudiants et élèves de l'université, en appelant en même temps leur attention sur les menaces sérieuses qui ont été faites pour le cas où une semblable manifestation viendrait à se renouveler²⁷. »

Les autorités ont toujours gardé à l'esprit le souvenir de la répression par les autorités allemandes de la manifestation du 11 novembre 1940²⁸. Considérée comme l'acte fondateur d'une résistance spécifiquement lycéenne et étudiante²⁹, elle rassembla 3 000 jeunes scolarisés qui exprimèrent, pour la première fois depuis la signature de l'armistice, leur défiance envers l'occupant allemand aux cris de « Vive la France », « Vive de Gaulle », « La France aux Français » ; Les autorités allemandes réagirent vigoureusement. Outre la centaine d'arrestations effectuées dès le 12 novembre au soir, une fermeture administrative fut imposée à l'université de Paris et tous les étudiants provinciaux furent renvoyés auprès de leur famille. Il fallut attendre le 20 décembre 1940 pour que la réouverture de l'université de Paris soit autorisée.

Finalement, cette exigence de neutralité des étudiants rennais, qui avait aussi pour dessein de participer à la régénération de la jeunesse française voulue par le régime de Vichy, autrement dit de contribuer à la création « d'un nouveau type d'homme³⁰ », fut largement respectée par les principaux intéressés entre 1940 et 1944, comme le prouve l'étude des rapports mensuels et semestriels réalisés par le rectorat qui avaient pour finalité de dresser, mensuellement, un état des lieux de l'activité dans l'académie de Rennes. Les responsables des différentes facultés de l'académie devaient porter à la connaissance du recteur tout incident survenu dans leurs établissements respectifs. Or, à la lecture de ces rapports, on constate que c'est la mention « rien à signaler » qui revient presque systématiquement. Par exemple, dans un rapport semestriel faisant le bilan des activités de l'académie entre le 15 janvier et le 15 juin 1943, le recteur exprima sa satisfaction de voir des étudiants à ce point concentrés sur leur travail universitaire, malgré les contraintes de l'occupation : « En dépit de l'inquiétude qui pèse sur l'avenir, les étudiants font preuve d'un excellent esprit dans l'ensemble. La discipline est bonne et le travail satisfaisant³¹. » Ainsi, la menace de fermeture pesant, telle une épée de Damoclès, sur les facultés a pu être utilisée opportunément par les autorités françaises afin d'obliger les étudiants à ordonner leur comportement autour du triptyque « Travail, silence, bonne tenue³² ».

27. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, *Idem*.

28. MONCHABLON, Alain, « La manifestation à l'Étoile du 11 novembre 1940 », *Vingtième siècle*, n° 110, avril-juin 2011, p. 67-81.

29. ISRAEL, Stéphane, *Les études et la guerre. Les Normaliens dans la tourmente, 1939-1945*, Paris, ENS, 2005.

30. GIOLLITO, Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, p. 16.

31. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W4, rapport semestriel du recteur sur les activités en zone occupée du 15 janvier au 15 juin 1943 (16 juin 1943).

32. ISRAEL, Stéphane, *Les études et la guerre...*, *op. cit.*, p. 66.

Des autorités administratives françaises assumant le rôle de l'occupant dans le contrôle des étudiants

Rennes se situant en zone occupée, les autorités rectores et préfectorales eurent pour mission de faire appliquer les directives allemandes successives. Ce fut le cas, par exemple, lorsque l'occupant demanda, dès le début de l'année universitaire 1940-1941, que les différentes associations étudiantes suspendent toutes leurs activités. Le 28 août 1940, le gouvernement militaire allemand publia en ce sens une ordonnance dans laquelle il était stipulé que « l'activité de toutes les unions, sociétés et autres associations, sauf celles fondées sur le droit public, était interdite³³ ». Le 15 novembre de la même année, la *Feldkommandantur* adressa un courrier au recteur de l'académie de Rennes dans lequel elle lui enjoignit de s'assurer que les étudiants se conformaient bien aux interdictions prévues par l'ordonnance en procédant à l'auto-dissolution de leurs associations respectives. Pressé d'agir, le recteur relaya cette exigence de l'occupant auprès des doyens des facultés et du directeur de l'école de médecine qui la firent porter à la connaissance des intéressés. Le 19 novembre 1940, à la suite des comptes rendus émis par les différents responsables universitaires, le recteur fut en mesure d'informer le commandant de la *Feldkommandantur* de Rennes que les étudiants s'étaient conformés à ses exigences³⁴ en renonçant à constituer des associations corporatives propres à chaque faculté ainsi que l'Association générale des étudiants :

« Les étudiants ont renoncé à constituer les associations corporatives propres à chaque faculté et renoncé également au groupement qui se superposait à ces associations de faculté qui portaient le nom d'Association générale des étudiants. Il n'y a donc à Rennes à l'heure actuelle plus aucune association étudiante, aucune activité corporative, aucun bureau d'étudiant. »

Si dans le cas des associations étudiantes, les autorités administratives françaises se bornèrent à faire respecter les exigences de l'occupant, elles prirent des initiatives pour s'assurer de la conformité du comportement des étudiants avec leur objectif consistant à faire en permanence des facultés « des asiles de tranquillité³⁵ ». En cela, elles devancèrent l'occupant en réprimant de leur propre chef les comportements ne répondant pas à leurs attentes.

La volonté répressive des autorités administratives locales apparut, une première fois, dès le mois de décembre 1940. Les autorités allemandes accusèrent les étudiants d'être les auteurs de l'affichage de tracts sur les murs de Rennes en soutien au général de Gaulle. En réaction, le

33. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, extrait du Journal Officiel contenant les ordonnances arrêtées par le Gouvernement militaire pour les territoires français occupés, numéro 7, (16 septembre 1940).

34. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, lettre du recteur de l'académie de Rennes au commandant de la *Feldkommandantur* de Rennes (19 novembre 1940).

35. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W2, circulaire du recteur de l'académie de Rennes aux chefs d'établissements secondaires et primaires supérieurs (18 mars 1941).

recteur et le préfet, redoutant une décision de fermeture imminente des facultés, même de façon temporaire, cherchèrent à temporiser en apportant la preuve de leur disposition à collaborer à la gestion du maintien de l'ordre en milieu étudiant et ainsi de « donner des signes d'apaisement à la *Feldkommandantur*³⁶ ». Ils décidèrent conjointement de punir collectivement les étudiants rennais. Pendant dix jours, du 13 décembre au 23 décembre 1940, il leur fut interdit de circuler dans l'espace public entre 20 heures et 7 heures du matin³⁷. Afin de prouver aux autorités allemandes qu'une telle mesure ne resterait pas lettre morte, les autorités françaises s'assurèrent de son respect par les personnes concernées. Ainsi, procéda-t-on à des vérifications quotidiennes, tandis qu'il était prévu d'exclure temporairement de l'Université les étudiants contrevenants. Des listes comportant les noms et les adresses des étudiants furent communiquées à la police municipale qui devait chaque soir procéder à des visites inopinées au domicile des étudiants pour s'assurer qu'ils demeuraient bien chez eux pendant le couvre-feu. Le 28 décembre 1940, le recteur de l'académie, sur la demande du préfet, fit connaître le nombre de jeunes gens qui avaient enfreint l'interdiction. Un seul étudiant fut reconnu coupable. Les Allemands, constatant que la règle commune avait été respectée par tous les étudiants à l'exception d'un seul, renoncèrent à punir ce dernier d'une peine de prison comme ils l'avaient envisagé dans un premier temps. L'étudiant incriminé, inscrit à la faculté des sciences, prétendit qu'il ignorait la mise en place d'une telle mesure; en dépit de ses explications, il fut sanctionné d'un mois d'exclusion de la faculté. Une fois le temps de la sanction révolu, l'étudiant, qui put réintégrer librement sa faculté, se vit enjoindre de se présenter à la *Feldkommandantur* afin de s'entretenir avec un capitaine allemand; il lui fut signifié qu'il était dorénavant *persona non grata* à Rennes et que, par voie de conséquence, il se trouvait dans l'obligation de quitter la ville : « Par ordre de la *Feldkommandantur*, l'étudiant G. est mis en demeure de quitter Rennes d'ici le lundi 10 février à midi et de rejoindre Paris. Vous voudrez bien le rayer des contrôles de la faculté des sciences³⁸. »

Le mois d'avril 1942 marqua une nouvelle étape dans la politique volontariste des autorités préfectorales et rectorales en matière de contrôle des étudiants. Pour la première fois, le conseil de l'Université décida d'apporter une solution au problème de la conduite des étudiants rennais à l'intérieur des locaux universitaires, mais surtout en dehors. La raison avancée par les autorités françaises pour justifier l'octroi d'un droit de regard permanent sur le comportement de tous les étudiants était toujours la même : éviter

36. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W2, lettre du recteur de l'académie de Rennes au ministre de l'Éducation nationale (18 décembre 1940).

37. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W2, *Idem*. Cette mesure concernait également les élèves des établissements scolaires (lycée de garçons et lycée de jeunes filles) à partir de la classe de seconde, les élèves âgés d'au moins 15 ans pour l'école normale et l'école des beaux-arts.

38. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W13, lettre du recteur de l'académie de Rennes au doyen de la faculté des sciences (7 février 1941).

que des sanctions collectives, telles que la fermeture administrative d'établissements, soient prises par un occupant qui persistait à considérer que l'Université était en permanence comptable des agissements de chacun de ses membres. Dès lors, pour conjurer cette menace en préservant la bonne réputation du milieu universitaire, le conseil de l'université jugea qu'il ne devait plus être question de punir après coup et collectivement la communauté étudiante de Rennes du fait des attitudes considérées comme fautives de certains étudiants, comme cela avait été le cas en décembre 1940, mais bien de prévenir efficacement de possibles débordements et autres comportements qui risquaient de pénaliser *in fine* l'ensemble des acteurs de l'université. Pour cela, il fut décidé d'établir un système de sanctions suffisamment dissuasives pour que les étudiants aient tout intérêt à adopter un comportement approprié, mais aussi d'individualiser les peines pour que seules les personnes reconnues coupables soient effectivement sanctionnées. Cette nouvelle réglementation fut considérée comme nécessaire par les autorités locales à la suite de nouveaux incidents survenus en mars 1942 et qui impliquaient des étudiants. Le préfet adressa une lettre en ce sens au recteur le 24 mars 1942 :

« J'ai eu le regret de constater ces temps derniers un laisser-aller et un manque de tenue de certains étudiants à l'occasion d'un certain nombre de réunions. Tous les vendredis soirs, au passage du nouveau film au cinéma « Le Royal » et des actualités, un certain nombre d'entre eux manifestent bruyamment et avec une vulgarité choquante. Dernièrement, pendant une conférence « sur l'effort sanitaire en Indochine », les étudiants ont interrompu systématiquement le conférencier. Une telle attitude est profondément déplacée surtout lorsqu'elle se produit en présence des membres de l'armée occupante³⁹. »

Afin de prouver que de tels agissements étaient susceptibles d'avoir des conséquences néfastes aussi bien sur la vie des étudiants que sur celle de la collectivité tout entière, il rappela le cas exemplaire de l'école d'hydrographie de Paimpol :

« Je vous signale en particulier qu'à la suite de manifestations analogues survenues au cinéma de Paimpol et dont s'étaient rendus coupables des élèves de l'école d'hydrographie de cette ville, l'école vient d'être fermée et l'autorisation de sortir dans tout le département complètement interdite entre 21 heures et 6 heures du matin⁴⁰. »

Trois jours plus tard, le conseil de l'université décida de priver du droit de se présenter à tout examen ou concours tout étudiant reconnu coupable de s'être livré, dans ou hors de l'université, à des manifestations collectives bruyantes. Pour le faire savoir, le recteur fit afficher dans toutes les facultés et écoles la sanction à laquelle s'exposaient les contrevenants. Dans une autre lettre, envoyée le 3 avril 1942 au préfet, dans laquelle il lui demandait

39. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43W96, extrait du procès-verbal du conseil de l'Université (27 mars 1942).

40. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43W96, *Idem*.

de bien vouloir collaborer avec ses services en lui fournissant les noms des étudiants qui se seraient rendus coupables de manifestations bruyantes et qui auraient été relevés par la police, il fit part de sa certitude de parvenir à ses fins, autrement dit de contraindre, par la peur de la sanction, l'ensemble des étudiants à adopter une attitude conforme à ses attentes : « Nul étudiant ne voulant risquer de rendre vain, par une manifestation inconsidérée, tout son travail de l'année, je suis persuadé que cette mesure suffira à rétablir l'ordre⁴¹. » Cette mesure fit la preuve de son efficacité : plus aucune manifestation analogue ne fut à déplorer par les autorités jusqu'à la Libération.

Toutefois, si l'ordre universitaire ne fut pas troublé pendant ces années par les étudiants eux-mêmes, il serait faux d'en déduire qu'il n'y eut pas d'engagements à « haut risque⁴² » de la part de certains étudiants à Rennes, autrement dit qu'aucun n'aurait franchi le Rubicon de la Résistance. En nous inspirant à la fois des définitions proposées par François Marcot⁴³ et Olivier Wieworka⁴⁴, nous pouvons définir la Résistance comme un engagement volontaire, intentionnel au nom de valeurs supérieures contre l'occupant allemand dont la présence est jugée intolérable, voire contre les collaborateurs français. Refusant de considérer la victoire de l'Allemagne en France et en Europe, comme un fait accompli, cherchant à remettre en cause le *statu quo* allemand et vichyssois en France, les résistants entrèrent dans la clandestinité, au sens où ils se maintenaient de façon prolongée dans l'illégalité.

La résistance active est restée dans le milieu universitaire rennais, à l'instar de la collaboration⁴⁵, le fait d'une poignée d'étudiants seulement. Jacqueline Sainclivier a comptabilisé soixante-quatorze résistants⁴⁶ appartenant à la catégorie « étudiants-lycéens » à l'échelle du département entre 1940 et 1944. Dès lors, si la jeunesse scolarisée a pu fournir, en valeur relative, l'un des plus importants contingents à la Résistance en

41. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W4, lettre du recteur de l'académie de Rennes au préfet de la région de Rennes (3 avril 1942).

42. McADAM, Doung, *Freedom Summer. The idealists revisited*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

43. MARCOT, François, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », dans PROST, Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 21-42.

44. WIERVORKA, Olivier, *Histoire de la Résistance : 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, p. 15-16.

45. Après la consultation aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine des dossiers de procédure des personnes jugées par les tribunaux spéciaux dans le cadre du processus d'épuration mis en œuvre sous la direction de l'État à la Libération, nous avons pu estimer que le nombre d'étudiants rennais identifiés comme collaborateurs ne s'élève, lui, qu'à dix-sept au minimum. La marginalité de la collaboration active constatée au sujet des étudiants rennais confirme ce qui avait été relevé respectivement par Stéphane Israël et Gilles Maigron. Voir ISRAËL, Stéphane, *Les études et la guerre...*, *op. cit.*, p. 136, MAIGRON, Gilles, *Résistance et collaboration dans l'université de Paris sous l'occupation 1940 et 1944*, mémoire de maîtrise sous la direction de Michelle Perrot, Université de Paris, juin 1993.

46. SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Résistance en Ille-et-Vilaine...*, *op. cit.*, p. 10.

Ille-et-Vilaine, il n'en demeure pas moins que lorsqu'on compare le nombre d'étudiants ayant été réellement résistants, quand bien même ce nombre constitue un minimum, avec le nombre d'étudiants inscrits dans les facultés rennaises entre 1940 et 1944, force est de constater que la Résistance en milieu étudiant rennais, loin d'être un phénomène de masse, n'a concerné qu'une infime minorité d'individus. Il faut savoir aussi que les Allemands étaient installés dans les bâtiments de la place Hoche : un tribunal allemand y siégeait (en particulier dans les salles Le Bras et de Martonne). Les étudiants ont subi cette proximité avec l'occupant allemand dans l'enceinte universitaire même, et que cela pu constituer une contrainte supplémentaire, voire insurmontable, empêchant d'organiser la résistance au sein des locaux de l'université⁴⁷. Ainsi, loin d'être un groupe social dont les membres auraient nagé en majorité à contre-courant en résistant collectivement, même de manière pacifique, au risque de se mettre délibérément en marge de la légalité, les étudiants ont fait le choix de continuer à étudier, de continuer tout simplement à vivre comme ils le pouvaient, malgré l'Occupation et les multiples contraintes subies. Toutefois, même s'ils affichaient en apparence une neutralité, conduisant la préfecture à souligner dans un rapport datant du mois de janvier 1942 que « [l']on peut constater que les étudiants semblent se désintéresser chaque jour davantage de la politique, pour ne consacrer leur activité qu'à leurs études⁴⁸ », les étudiants pouvaient évidemment avoir une opinion propre, évolutive par définition, sur les événements en cours, comme celle consistant à rejeter la présence envahissante d'une armée étrangère sur le sol national.

Des étudiants pris entre l'antisémitisme d'État et le STO

Bien que considérant l'Université comme un des piliers du régime républicain appelé à disparaître, les autorités de Vichy n'entreprirent jamais de réformes structurelles de l'enseignement supérieur. Elles laissèrent l'institution universitaire dans l'état où elles l'avaient trouvée. Pour l'historien François Rouquet, « l'Université ne concernait cependant qu'une infime minorité de Français, formant un monde par ailleurs difficile à contrôler, pour que Vichy en fit grand cas. Et c'est sans doute pour cette raison qu'elle put bénéficier malgré tout d'une relative autonomie⁴⁹ ». Il n'en fut pas de même pour ceux qui fréquentèrent les établissements universitaires. Ceux-ci subirent, en effet, outre la volonté des autorités locales de réglementer leur comportement pour le rendre conforme aux exigences de l'occupant, les répercussions de la législation vichyssoise, avec notamment la pénétration de l'antisémitisme d'État au sein de l'université à partir de juin 1941.

47. Merci à Brigitte Maillard qui nous a communiqué cette information.

48. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43W2, rapport mensuel d'information de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (janvier 1942).

49. ROUQUET, François, *Mon cher collègue et ami* », ..., op. cit., p. 28.

La Révolution nationale fut présentée comme une réponse politique à la décadence qui avait, selon les hauts dignitaires de Vichy, conduit la France sur le chemin du désastre. Pour espérer relever la France avilie, il était nécessaire de mettre hors d'état de nuire ceux dont la présence nuisible avait corrompu le corps social. Les partisans de l'État français considéraient qu'on ne pourrait procéder au redressement de la nation, « sauver de la gangrène la malade France⁵⁰ », tant que celle-ci n'aurait pas été purifiée, c'est-à-dire épurée de tous les éléments jugés responsables de la faillite du pays. Claude Singer a considéré que l'épuration de la France est « consubstantielle à l'ordre nouveau⁵¹ ». Il était nécessaire de procéder au retranchement de ceux que le théoricien du « nationalisme intégral » Charles Maurras⁵² avait désignés comme les « étrangers de l'intérieur⁵³ », c'est-à-dire ces faux Français, représentants de l'Anti-France, *a priori* inassimilables à la communauté nationale que Vichy souhaitait voir à nouveau unifiée sur des bases radicalement nouvelles.

Après la mise en place d'une législation anti-maçonique dès août 1940, les Juifs, français et étrangers, furent frappés par une politique d'exclusion et de marginalisation, dont Robert Paxton a souligné que la responsabilité première incombait au régime de Vichy⁵⁴. En effet, la politique d'exclusion systématique à l'encontre des Juifs de France fut mise en œuvre sans que les autorités allemandes n'exercent la moindre pression. Cette législation antisémite correspondait bien aux lignes de force idéologiques des partisans de l'État français. Ainsi, désenjuiver la France, autrement dit lutter contre l'influence juive jugée néfaste pour le corps social, était considéré comme une priorité par les autorités vichyssoises qui considéraient qu'apporter une solution à la question juive constituait la condition du renouveau du pays. Le ministre de l'Éducation nationale, Abel Bonnard, souligna combien le règlement du problème juif était central pour le devenir du pays : « Le renvoi des Juifs est la condition de notre renaissance. Il ne faut plus qu'ils soient là pour que nous soyons nous-mêmes⁵⁵. » Le processus de relégation des Juifs au sein de la communauté des citoyens commença avec le premier statut des Juifs, adopté le 3 octobre 1940, qui, chose sans précédent dans l'histoire du droit en France, donna dans son premier article une définition précise du Juif. Le 2 juin 1941, la marginalisation des Juifs dans la cité s'aggrava avec l'introduction dans le droit français de nouvelles discriminations violant le principe républicain hérité de la Révolution française selon lequel la loi devait être la même pour tous. Ainsi, de nouvelles professions leur furent interdites au seul motif de leur judéité (la publicité, la banque, la finance, l'immobilier). Parallèlement, le régime de Vichy chercha à limiter

50. SINGER, Claude, *Vichy, L'université et les Juifs*, Les Belles Lettres, 1992, p. 58.

51. *Ibidem*, p. 57.

52. DARD, Olivier, *Charles Maurras. Le Maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013.

53. PAXTON, Robert, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1974, p. 169.

54. *Ibidem*, p. 171.

55. SINGER, Claude, *Vichy, L'université...*, *op. cit.*, p. 75.

la proportion de Juifs dans certains domaines, et c'est dans le cadre de cette politique des quotas que fut adoptée, le 21 juin 1941, une loi visant l'assainissement des facultés françaises par la réduction du nombre d'étudiants juifs inscrits. Cette loi « relative à l'admission des étudiants juifs dans les facultés et établissements d'enseignement supérieur⁵⁶ » ordonna que le nombre d'étudiants juifs pouvant être admis dans un établissement du supérieur ne pourrait pas excéder 3 % des effectifs non juifs.

À l'époque, le département d'Ille-et-Vilaine n'abritait pas une importante communauté juive. Selon l'historienne Jacqueline Sainclivier, « le recensement d'octobre 1940 y dénombre 363 personnes qui se sont déclarées juives⁵⁷ ». Ce recensement effectué sur demande du gouvernement militaire allemand dans la zone occupée permet de montrer que la plupart des Juifs du département résidaient dans les villes : « Plus de la moitié de cette population juive réside dans l'arrondissement de Saint-Malo (204 personnes) et environ un tiers à Rennes (124 personnes)⁵⁸. » Dès lors, il apparaissait logique que le nombre d'étudiants juifs, sollicitant une inscription dans une des quatre facultés de Rennes, soit faible. Ainsi, lors de la rentrée de l'année universitaire 1941-1942, c'est-à-dire l'année où le *numerus clausus* fut appliqué pour la première fois, seulement quinze personnes recensées comme juives firent une demande d'inscription : six à l'école de médecine et de pharmacie, cinq à la faculté des sciences, trois à la faculté de droit et une à la faculté des lettres⁵⁹. Trois d'entre elles virent leur demande repoussée ; ces trois jeunes gens avaient demandé à suivre les cours de l'école de médecine et de pharmacie. *A contrario*, les trois autres facultés de Rennes admirent tous les juifs qui en avaient fait la demande. Cela démontre bien que le quota de 3 % ne constitua pas une barrière infranchissable pour les postulants de confession juive. En effet, celui-ci était souvent comparable à la proportion d'étudiants juifs aspirant à intégrer l'enseignement supérieur. L'historien François Rouquet observe la même situation chez les étudiants juifs souhaitant intégrer l'École Normale Supérieure à Paris⁶⁰. Pour les deux années suivantes, 1942-1943, 1943-1944, aucune demande d'inscription auprès des facultés de Rennes de la part d'étudiants juifs ne fut enregistrée⁶¹.

Enfin, il est nécessaire de souligner que jamais les étudiants non juifs de Rennes ne se mobilisèrent pour dénoncer les mesures prises à l'encontre de leurs camarades juifs. En effet, dans les rapports mensuels du

56. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W8, circulaire du secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse aux recteurs (27 octobre 1941).

57. SAINCLIVIER, Jacqueline, *L'Ille et Vilaine, 1918-1958, vie politique et sociale*, Rennes, PUR, p. 239.

58. *Ibidem*.

59. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W8, lettre du recteur de l'académie de Rennes au ministre de l'Éducation nationale.

60. ROUQUET, François, « *Mon cher collègue et ami* »..., *op. cit.*, p. 42.

61. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W8, lettre du recteur de l'académie de Rennes au ministre de l'Éducation nationale.

rectorat des mois d'octobre⁶², novembre⁶³ et décembre 1941⁶⁴, c'est-à-dire les mois succédant à la mise en application de la loi discriminatoire, aucune prise de position collective, aucune manifestation de solidarité des étudiants ne fut constatée à l'intérieur des différentes facultés. Ainsi, bien que la majorité des étudiants rennais ait été sans doute en désaccord avec cette législation discriminatoire, ils ne donnèrent pas à ce refus supposé une expression collective visible et audible, laissant *de facto* la loi s'appliquer. Cette absence de manifestations collectives de la part des étudiants fut également notable lorsque les enseignants juifs de l'Université française furent frappés d'exclusion à la fin de l'année 1940, même si, cette fois-ci, on put néanmoins relever « des réactions souvent plus nombreuses, plus passionnées, mais aussi plus spontanées⁶⁵ », tranchant avec le silence assourdissant et à l'absence envahissante de réactions de la part du corps enseignant.

Si la loi du 27 juin 1941 ne fut contraignante que pour les jeunes Israélites, le Service du Travail Obligatoire (STO) concerna par contre tous les étudiants de sexe masculin. En effet, après l'instauration le 22 juin 1942 de « la Relève », qui reposait à la fois sur la base du volontariat et sur le donnant, donnant avec l'occupant, le Service du Travail Obligatoire pour les jeunes gens nés entre 1920 et 1922 fut adopté le 16 février 1943. Tous les jeunes hommes, sans exception, c'est-à-dire indépendamment de leur situation sociale, étaient assujettis à cette nouvelle obligation et par-là même avaient l'obligation de partir travailler en Allemagne (ou en France) en remplacement de leur service militaire. Aussi les étudiants ne bénéficièrent-ils d'aucune dispense, comme l'expliqua le ministre de l'Éducation nationale, Abel Bonnard, le 18 février 1943, devant la presse⁶⁶. Pour ce dernier, il était inconcevable que les étudiants ne soient pas soumis à un régime similaire à celui des jeunes ouvriers ou paysans ; c'était une question d'équité sociale. Il n'était pas admissible de créer au sein de la jeunesse française un groupe à part dont les membres bénéficieraient du privilège de pouvoir continuer à mener leur vie normalement pendant que les autres jeunes gens, parce que non étudiants, seraient contraints d'y renoncer temporairement. D'ailleurs, le ministre ne manqua pas de culpabiliser ceux qui, parmi les étudiants, auraient été tentés par l'insubordination. Il leur enjoignit de prendre leurs responsabilités : « Si vous ne partez pas, des ouvriers partiront à votre place⁶⁷. » Au total, en Ille-et-Vilaine, parmi les 2034 jeunes requis qui par-

62. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, rapport mensuel du recteur de l'académie de Rennes (octobre 1941).

63. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, rapport mensuel du recteur de l'académie de Rennes (novembre 1941).

64. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1346W3, rapport mensuel du recteur de l'académie de Rennes (décembre 1941).

65. SINGER, Claude, « L'exclusion des juifs de l'université en 1940-1941 : les réactions », in GUESLIN, André (dir.), *Les Facs sous Vichy...*, op. cit., p. 203.

66. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 4M174, *Ouest-Éclair* (19 février 1943).

67. GIOLLITO, Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy...*, op. cit., p. 396.

tirent travailler en Allemagne, 162 avaient le statut d'étudiant, soit un peu plus de 8 %.

La mise en place du STO est considérée comme le moment à partir duquel le régime de Vichy s'aliéna irrémédiablement le soutien d'une partie significative de la population française. Les autorités locales constatèrent les conséquences désastreuses sur l'opinion publique de ce qui était perçu comme la transplantation de jeunes Français arrachés à leur famille pour être envoyés travailler en territoire ennemi, et cela au seul profit de l'effort de guerre de l'Allemagne, étant donné qu'il n'était plus question d'échanges de prisonniers français. La politique de l'État français apparaissait de plus en plus comme une politique unilatérale au seul service des besoins de l'Allemagne : « Avec l'instauration du STO, c'était le sacrifice de la jeunesse qui était cyniquement consenti et les illusions sur une quelconque réciprocité définitivement abandonnées⁶⁸. » La préfecture d'Ille-et-Vilaine nota dans son rapport daté de mars 1943 : « L'application de la loi sur le Travail obligatoire et les départs pour l'Allemagne qui ont suivi ont produit sur l'opinion l'effet le plus fâcheux. Ces mesures sont considérées dans l'ensemble comme tendant à la déportation pure et simple de la jeunesse du pays⁶⁹. »

Directement concernés par cette politique coercitive, les étudiants rennais ne restèrent pas à l'écart de cette défiance générale à l'égard du STO. En réaction, ils furent nombreux à chercher à se soustraire à l'injonction qui leur était faite. La préfecture releva chez les étudiants cette volonté de ne pas consentir à ce départ forcé pour l'outre-Rhin. Le STO cristallisa les mécontentements : « Dans ce milieu qui jusqu'ici était demeuré calme, les esprits commencent à prendre nettement position contre le STO. Beaucoup d'entre eux, voyant leur sursis refusé, passent dans la catégorie des réfractaires et se cachent là où ils peuvent pour éviter de partir⁷⁰. » En effet, parmi les étudiants n'étant pas parvenus à se faire inscrire dans la catégorie « d'inaptes définitifs », lors de la visite médicale à laquelle tous les jeunes des classes d'âges concernées par le STO devaient se soumettre obligatoirement après avoir été recensés, beaucoup firent le choix de désobéir à la loi en vigueur et donc d'évoluer dorénavant en marge de la légalité. Ces jeunes gens, qui opposèrent une résistance à la politique de l'État français, devinrent des « réfractaires » aux yeux des autorités. Ce statut fut défini en juin 1943 par un texte administratif. Celui-ci désignait un individu « appartenant aux classes STO et qui, ayant été recensé, s'est dérobé ultérieurement ». Une telle transgression des règles ne pouvait demeurer sans conséquences pour ceux qui furent confondus par les autorités compétentes. Le gouvernement de Vichy, dans l'espoir de raisonner les esprits frondeurs, et ainsi prévenir les cas de défection, avait prévu un éventail de

68. *Ibidem*, p. 274.

69. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43W5, rapport bimensuel d'information de la préfecture d'Ille-et-Vilaine (février-mars 1943).

70. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 43W53, bulletin hebdomadaire du service des Renseignements généraux de la préfecture de région (31 août-6 septembre 1943).

sanctions telles que le départ sans délai pour l'Allemagne, des amendes au montant prohibitif, et même l'emprisonnement. Toutefois, constatant que la menace des sanctions ne suffisait pas à contrecarrer ce phénomène de désobéissance civile de plus en plus important chez les jeunes requis, des opérations de police furent organisées dans le but de procéder à l'interpellation de ces jeunes au comportement délinquant. Celles-ci furent menées essentiellement dans les lieux où les jeunes gens étaient susceptibles de se trouver en nombre, comme les cinémas. Dans l'espoir d'endiguer ce phénomène d'évitement du STO, des journées de recherche de réfractaires furent organisées par la préfecture de Rennes, comme le 23 juin 1943, où l'ordre d'arrêter les jeunes gens en situation irrégulière fut donné aux policiers engagés dans cette chasse à l'homme. Afin d'échapper à ces contrôles inopinés, la stratégie des étudiants consistait le plus souvent à « trouver une planque⁷¹ », autrement dit à partir des grands centres urbains où ils étaient plus susceptibles d'être appréhendés, et trouver refuge à la campagne ou dans des zones montagneuses. Dans leur lutte pour échapper aux contrôles, les jeunes gens séjournant en Ille-et-Vilaine pouvaient compter sur le soutien de la population locale qui avait en horreur tant ces opérations de police que les autorités chargées de leur mise en œuvre. La préfecture de Rennes en fit l'amer constat, soulignant que la lutte quotidienne menée contre le phénomène des réfractaires contribuait à jeter l'opprobre sur l'ensemble des forces de l'ordre, contribuant à les rendre impopulaires auprès de la population :

« Et la recherche des réfractaires vaut aux services de police et de gendarmerie une impopularité, voire une haine qui sont susceptibles de nuire au plus haut point à leur action si les circonstances venaient à l'exiger qu'ils soient employés à réprimer des troubles sérieux. Le gendarme naguère symbole et sauvegarde de l'ordre public est maintenant l'ennemi, celui dont on se méfie et se cache⁷². »

•

Ainsi, il est indéniable que loin d'être un groupe social protégé et par là même privilégié, les étudiants rennais évoluèrent sous l'Occupation à l'instar du reste de la population, dans un environnement essentiellement marqué par des contraintes. Bien qu'ils n'aient pas été touchés de la même façon, selon qu'ils étaient juifs ou astreints au STO, ces contraintes, comme le fut l'impérieuse nécessité de toute absence de désordre au sein des facultés, constituèrent pour les étudiants autant de changements remarquables par rapport à la période d'avant-guerre. En cela, juin 1940 constitua bien une rupture temporelle avec laquelle chacun dut composer bon an mal an, et l'Université ne fut en rien, entre 1940 et 1944, un espace sanctuarisé, un îlot de tranquillité qui aurait été imperméable à l'évolution de la conjoncture politique et dont les acteurs auraient évolué en vase clos. Au contraire, l'Université fut toujours en interaction permanente avec son environne-

71. ISRAEL, Stéphane, *Les études et la guerre...*, op. cit., p. 224.

72. *Ibidem*, p. 224.

ment immédiat et chacun de ses acteurs appelé à se positionner personnellement en répondant à la question s'imposant à tous : celle des choix à faire, des engagements à assumer, bref des attitudes à adopter vis-à-vis de cette réalité nouvelle issue de la défaite : les formes de collaboration⁷³, de résistance⁷⁴ et d'attentisme⁷⁵.

Toutefois, en dépit de la pression constante et oppressante de l'occupant allemand et de Vichy, il est nécessaire de rappeler que l'Université française, en tant qu'institution, continua à fonctionner sans interruption entre 1940 et 1944. Cette possibilité offerte par l'Allemagne à l'Université française, à la seule condition que ses acteurs ne se fassent pas remarquer, a contribué à distinguer la France occupée d'un pays comme la Pologne où le statut d'étudiant fut aboli par les autorités allemandes. Dès lors, malgré le poids continu des contraintes, les étudiants rennais, comme leurs homologues français, purent néanmoins étudier, obtenir leur diplômes et passer leurs concours normalement, continuer leurs recherches, autrement dit, continuer à assumer leur statut de jeunes intellectuels en formation.

73. BESSE, Jean-Pierre, POUTY, Thomast, LENEVEU, Delphine (dir.), *Les Fusillés (1940-1944) (sous-titré Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages et guillotinés en France pendant l'Occupation)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2015.

74. BROCHE, François, *Dictionnaire de la Collaboration*, Paris, Belin, 2014.

75. LABORIE, Pierre, *Le chagrin et le venin : La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011.

RÉSUMÉ

En 1940, l'Université française apparaissait comme « une pyramide sociale inversée ». Toutefois, en dépit de leur situation radicalement différente de celle de la grande majorité des jeunes Français de cette époque, qui leur conférait le sentiment légitime d'occuper une place privilégiée au sein de la société, les étudiants vont être confrontés, eux aussi, à cette période d'exception politique découlant de la défaite de juin 1940. En effet, les étudiants durent subir pareillement le poids des contraintes allemande et vichyssoise, que ce soit à l'intérieur de leur université ou dans l'espace public. Dès lors, il nous a semblé intéressant d'essayer de restituer la réalité de ces différentes formes de contraintes qu'ont eu à subir les étudiants dont l'étude du quotidien à l'heure allemande a été longtemps ignorée dans l'historiographie, et cela en nous intéressant au cas exemplaire des étudiants rennais.

ABSTRACT

In 1940, the French University resembled an inverted social pyramid. However, despite their peculiar situation which entitled them legitimately to feel that they held a privileged position within society, students, too, had to confront the consequences of the defeat of June 1940. Indeed, students had to endure in the same way the weight of the constraints imposed by Vichy or Germany, be it within the University or in public spaces. Therefore, it appeared of interest to us to attempt to reconstruct the reality of these different constraint forms which students had to endure, the study of which in the context of daily life under German occupation has long been ignored by traditional historiography. This article, therefore, seeks to break new ground by concentrating on the particular case of the students of Rennes.